

Hariri, revenant et favori des législatives libanaises

Six mois après ses démêlés avec Riyad, le chef de gouvernement n'a jamais été aussi populaire

BEYROUTH - correspondant

Il y a six mois, Saad Hariri froissait la mort politique. A quarante-huit heures des élections législatives du 6 mai, il est le candidat le mieux placé à sa propre succession au poste de premier ministre du Liban. Le chef du Courant du futur, à dominante sunnite, que le pouvoir saoudien avait forcé à démissionner le 4 novembre, depuis Riyad, en représailles à sa politique d'accommodement avec le mouvement chiite pro-iranien Hezbollah, engagé militairement en Syrie, devrait, si l'on en croit les sondages et les analyses politiques, se voir confier la tâche de former le nouvel exécutif par le président, Michel Aoun.

Sauvé du gouffre par le refus du chef de l'Etat d'entériner sa démission, libéré de sa semi-captivité saoudienne par l'intervention d'Emmanuel Macron, Saad Hariri avait regagné Beyrouth après trois semaines d'absence. Il avait

« On le sent plus libéré. Il se présente comme un leader, plus seulement comme un héritier »

ALI MOURAD
politologue

repris son mandat le 5 décembre, après une promesse de pure forme des membres de son gouvernement, dont le Hezbollah, de ne pas s'ingérer dans les affaires des pays de la région. La consultation de dimanche, venant après la normalisation apparente de ses relations avec l'Arabie saoudite, qui s'est engagée, en avril, à octroyer un milliard d'euros de prêts à Beyrouth, devrait consacrer son rétablissement comme chef

incontesté de la communauté sunnite, et donc comme premier ministre, ce poste revenant obligatoirement au Liban à un membre de cette communauté.

« Avant novembre 2017, on entendait parler de la fin du haririsme, souligne le politologue Ali Mourad. Saad Hariri était vu comme un mou, ses rivaux se préparaient à prendre sa suite. Mais l'épisode saoudien, qui s'apparente à une tentative d'assassinat politique, lui a donné la légitimité qui lui manquait. Même s'il recueille moins de voix que lors des précédentes législatives, en 2009, on sait qu'il n'y a pas d'alternative. Ce sera lui le prochain chef de gouvernement. »

Le fils du premier ministre Rafic Hariri, assassiné en 2005, a fait campagne en se présentant comme le garant de la stabilité du Liban et en insistant sur les valeurs de modération et de coexistence, seule façon de faire face, selon lui, aux périls économiques et sécuritaires qui minent le pays.

Plusieurs « faucons » du parti, comme l'ancien premier ministre Fouad Siniora et le député sortant Okab Sakr, partisans d'une ligne plus musclée à l'égard du Hezbollah, ne se représentent pas.

En tout, le Futur aligne trente-sept candidats – dont vingt et un nouveaux visages et seulement quatre femmes – réunis sous le slogan du « talisman bleu, qui protège le Liban », une référence au mauvais œil, croyance encore très populaire au Moyen-Orient.

Campagne à l'américaine

Sillonnant le pays dans un hélicoptère de l'armée – ce qui a suscité des critiques de la part d'opposants s'estimant lésés –, le premier ministre a enchaîné les meetings à grand spectacle, très médiatisés, ponctués de séances de selfies, une pratique dont il est particulièrement friand. « Le Saad Hariri de 2009, constate Bassam Chabb, candidat du Futur à Beyrouth. Il

s'appuie non seulement sur l'héritage de son père, mais aussi sur son bilan de premier ministre depuis 2016. » « On le sent plus libéré, affranchi, dit Ali Mourad. Il se présente comme un leader, non plus seulement comme un héritier. »

L'objectif de cette campagne à l'américaine, sans véritable enjeu, est de créer un effet de masse, une dynamique irrésistible, qui siphonne les voix des concurrents sunnites du Futur. Et ceux-ci sont nombreux. L'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin leur donne l'espoir de grignoter les positions de la maison Hariri. Dans la deuxième circonscription de Beyrouth, où il se présente, comme dans la région de Tripoli et même de Saïda, deux autres fiefs sunnites, le premier ministre risque, selon les observateurs, de perdre quelques sièges.

A Tripoli, il est concurrencé sur sa gauche par le milliardaire Najib Mikati, ancien premier ministre, accusé d'être « le cheval de Troie » du Hezbollah, et, sur sa droite, par Achraf Rifi, un dissident du Futur, ex-ministre de la justice, qui lui reproche d'être trop conciliant avec le mouvement chiite. Le nouveau mode de scrutin risque aussi de nuire à sa capacité de coopter des candidats d'autres communautés, chiïtes et chrétiens. De peur que son score soit nettement inférieur à celui de 2009 – le Futur avait alors récolté trente et un sièges, ce qui avait fait de lui le parti le plus puissant du Parlement –, Saad Hariri a musclé son discours ces

derniers jours. A l'image du Hezbollah, qui joue de l'effet repoussoir d'Israël et de l'organisation Etat islamique, ses deux bêtes noires, la formation sunnite agite le spectre du « retour de la tutelle syrienne », une référence à l'occupation du Liban entre 1976 et 2005, par les troupes de Damas.

Plusieurs proches du pouvoir syrien, en poste durant ces années-là, se présentent en effet aux élections, comme Jamil Al-Sayed, ex-chef des services de renseignement libanais, qui dispose du soutien du Hezbollah. Face à la possibilité que le mouvement pro-iranien s'empare de deux sièges dans la capitale, traditionnellement acquise aux partis sunnites et chrétiens, Hariri a aussi dénoncé, à mots couverts, une menace sur « l'identité arabe de Beyrouth ».

Terrain d'entente

Ces accès de tension ne devraient pas empêcher les deux partis, sitôt les urnes dépouillées, de trouver un nouveau terrain d'entente. « Le Hezbollah a besoin d'Hariri pour assurer la stabilité économique du pays et faire venir les investisseurs, estime Bassam Chabb. Le premier ministre a su se positionner comme la plaque tournante, le tampon entre les Occidentaux et le camp pro-Téhéran. » « Hariri arrange le Hezbollah, il lui permet de jouer son rôle régional sans être dérangé », renchérit Ali Mourad.

Les résultats du scrutin devront être lus à l'aune de ce duo improbable. Une perte notable de sièges sunnites fragiliserait Hariri face à son partenaire/adversaire qui, en collaboration avec le parti Amal, s'attend à récupérer les vingt-sept sièges chiïtes mis en jeu et à conforter ainsi son hégémonie sur cette communauté. « Le Hezbollah se considère comme le vainqueur de la guerre en Syrie, décrypte Sami Kleib, journaliste à la chaîne de télévision Mayadeen. Il pourrait être tenté d'obtenir les dividendes politiques de cette victoire, en exigeant un accord de gouvernement encore plus à son avantage. » ■

BENJAMIN BARTHE

« Le Hezbollah a besoin d'Hariri pour assurer la stabilité économique du pays et faire venir les investisseurs »

BASSAM CHABB
candidat du Futur à Beyrouth

Des candidats alternatifs face à l'entre-soi politique libanais

CANDIDATS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, opposants à l'establishment ou forces alternatives en devenir, certains, au sein de listes électorales réformatrices, rêvent de jouer les trouble-fête lors des législatives libanaises du 6 mai. « On en a assez de ce système politique qui joue de la peur communautaire pour diviser les gens. Leurs représentants n'ont aucune vision, le pays s'effondre. Ils ne cherchent qu'à se maintenir au pouvoir! », dénonce Laury Haytayan. Experte en ressources pétrolières, elle est candidate à Beyrouth pour la liste Koullouna Watani, la principale coalition réformatrice, qui présente plus de 60 candidats dans le pays.

Dans les rangs de ces formations qui contestent les partis au pouvoir, on trouve des militants du mouvement « antisystème » de 2015, des figures de la gauche ou des personnalités du monde associatif. Les femmes y sont bien représentées alors qu'elles ne sont que quatre à siéger sur 128 membres du Parlement actuel. Parmi leurs mots d'ordre : réformes, lutte contre la corruption, rejet du discours confessionnel. « En tant que société civile, après des années de lutte sur le

terrain pour faire avancer les droits civiques, nous avons senti que nous devons passer à un niveau supérieur, en entrant dans l'arène politique », explique Zoya Rouhana, candidate de Koullouna Watani, la liste réformatrice, dans la circonscription du Chouf-Aley et directrice de Kafa, une ONG qui lutte contre les violences faites aux femmes.

« Percer au prochain scrutin »

Nouveaux venus ou militants politiques chevronnés, ils ont été encouragés à se présenter par le mode de scrutin, une proportionnelle unique en son genre, à l'échelle de quinze circonscriptions de tailles inégales. « Nous voulons bâtir un Etat de droit, un Etat social, accorder plus de place aux services publics, détaille Jad Chaaban, directeur de campagne de la coalition d'opposition civile Madaniya, qui concourt également dans la région du Chouf-Aley. Notre volonté de combattre la corruption, de développer les services locaux, parle aux gens. Ils sont intrigués par le fait que nous proposons des visages neufs. La moyenne d'âge des candidats de notre liste est de 40 ans... »

Les Libanais fustigent volontiers l'incurie de leur classe politique ou l'improductivité légendaire de leurs députés, dont les sièges sont répartis selon des quotas confessionnels. Pourtant, les formations au pouvoir depuis des décennies devraient se maintenir. Malgré leurs efforts, les candidats alternatifs ne peuvent pas espérer mieux qu'une poignée de sièges. Leurs listes ne font pas le poids face au système communautaire et clientéliste qui régit la politique libanaise. On les dit aussi mal préparées ou desservies par des discours et des alliances trop floues.

« C'est une bataille pour ouvrir la porte, pour percer au prochain scrutin », veut croire Riad Al-Assaad, un entrepreneur de 59 ans, déjà candidat par le passé, à la tête de la liste Ensemble pour le changement, un ensemble hétéroclite d'indépendants et de communistes, dans la région de Tyr-Zahrani (sud). « La présence de nombreux jeunes dans la course, qui veulent réinvestir la politique donne de l'espoir », ajoute-t-il. ■

LAURE STEPHAN
(BEYROUTH, CORRESPONDANCE)